

Arrêté préfectoral du **26 JAN. 2026**
portant mise en demeure à l'encontre de la société SENITA LOGISTICS pour son
site situé dans la zone des Pierrailleuses sur la commune de Saint-Symphorien
(79270)

Le préfet des Deux-Sèvres,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'environnement et en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.171-11, L.172-1, L.181-14, L.511-1, R.511-9, L.514-5 ;

Vu le tableau constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, annexé à l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;

Vu le décret du Président de la République en date du 18 octobre 2023 portant nomination de Monsieur Patrick VAUTIER, en qualité de sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu le décret du président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;

Vu le décret n° 2025-723 du 30 juillet 2025, modifiant le décret n°2007-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 6010 du 09 novembre 2018 relatif à l'extension du site exploité par la société DE SANGOSSE, zone des Pierrailleuses à ST SYMPHORIEN, sur la parcelle n°53 et actualisant les prescriptions applicables à l'établissement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 6588 du 13 juin 2025 autorisant la société SENITA LOGISTICS à reprendre les activités précédemment exploitées par la Société DE SANGOSSE sur la commune de Saint Symphorien ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Patrick VAUTIER , secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;

Vu le donner acte n°A6195 du 2 juin 2020 ;

Vu la notice de réexamen de l'étude de dangers datée de juillet 2025 ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées rédigé à l'issue de l'inspection du 23 juillet 2024 et transmis en date du 26 juillet 2024 à l'exploitant, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées rédigé à l'issue de l'inspection du 21 novembre 2025 et transmis par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du 23 décembre 2025 à l'exploitant, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 6 janvier 2026 portant à la connaissance de Monsieur le Préfet des Deux-Sèvres la modification envisagée du bassin de rétention des eaux incendie ainsi qu'un devis de réalisation des travaux signé en date du 2 janvier 2026 ;

Considérant que suite à la visite en date du 23 juillet 2024, il a été demandé à l'exploitant de justifier du correct dimensionnement du bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie dans un délai de trois mois ;

Considérant que l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées lors de la visite du 23 juillet 2024 un devis daté du 4 août 2023 pour augmenter par deux la capacité de son bassin de confinement des eaux incendie pour passer de 300 à 600 m³ ;

Considérant que la notice de réexamen « version de juillet 2025 », fait état d'un sous-dimensionnement des capacités de rétention des cellules C1 et C2 en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre susvisé ;

Considérant que pour disposer des capacités de rétention nécessaires, l'exploitant indique dans cette notice de réexamen que des travaux d'agrandissement du bassin de confinement (+300 m³) permettant de l'utiliser comme une rétention déportée doivent être réalisés et que des regards siphoniques doivent être installés ;

Considérant que ces travaux d'agrandissement sont indiqués comme prévus en 2025 dans la notice de réexamen ;

Considérant que le système de confinement des eaux est considéré par l'exploitant comme une Mesure de Maîtrise des Risques visant à assurer la sécurité du site ;

Considérant que l'exploitant dispose d'un devis daté du 4 août 2023 pour la réalisation de ces travaux ;

Considérant que lors de la visite en date du 21 novembre 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que les travaux d'agrandissement du bassin de confinement n'étaient pas réalisés conduisant donc au sous-dimensionnement des capacités de rétention des cellules C1 et C2 ;

Considérant que ceci constitue des « faits non conformes » aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 susvisé ;

Considérant que l'exploitant n'a pas déposé de dossier de porter à connaissance de modification pour la mise en conformité de son bassin de rétention des eaux incendie ;

Considérant qu'en cas d'incendie et en l'absence de rétentions correctement dimensionnées, les liquides enflammés s'écouleraient en dehors des zones prévues à cet effet générant une nappe libre et rendant l'action des services de secours plus complexe ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SENITA LOGISTICS de respecter les dispositions de l'article III.12. de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres.

ARRÊTE

Article 1er : Respect des prescriptions

La société SENITA LOGISTICS dont le siège social se situe à « Bonnel » - CS10005 – 47480 PONT DU CASSE autorisée à exploiter le site situé « zone des pierrailleuses » à SAINT SYMPHORIEN (79270) est mise en demeure dans un délai de 6 mois de respecter les dispositions de l'article III.12. de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 susvisé en réalisant les travaux d'agrandissement du bassin de rétention des eaux incendie. Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Non respect de la mise en demeure

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne seraient pas satisfaisantes dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 de Code l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-1 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Article 4 : Information des tiers

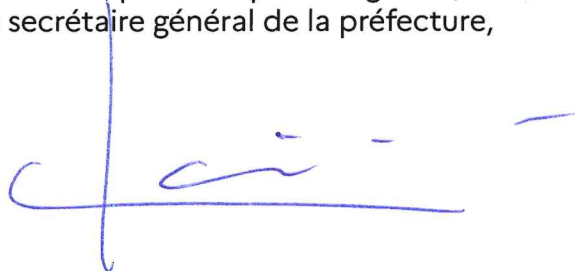
Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant et au maire de Saint-Symphorien.

Niort, le **26 JAN, 2026**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER